

Argumentaire de l'UNES en faveur d'enquêtes statistiques sur la situation sociale des étudiants

Introduction

La dernière étude statistique sur cette thématique a été réalisée par Markus Diem et publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en 1998. Elle se base sur une enquête réalisée au printemps 1995 auprès de 6058 étudiants. Cependant, l'auteur émet lui-même la réserve suivante (page 13) : „ Elle [l'étude] garde toutefois un caractère „ documentaire „, d'une part parce que le questionnaire qui lui sert de base n'a pas été développé en vue d'une étude sur la situation sociale des étudiants, et d'autre part parce qu'elle s'est effectuée dans des limites financières restreintes et des délais très limités. „ D'un certain point de vue on peut même dire que depuis 1973, il n'y a plus eu de véritable enquête sur la situation sociale des étudiants puisque l'étude de Diem est en fait tout une "reprise" faite d'après les données d'une enquête sur la mobilité commandé par la CUS.

Lacunes dans l'étude de Markus Diem

Pour commencer, un questionnaire conçu exprès pour ce genre d'enquête et des ressources financières appropriées permettraient d'obtenir des résultats plus précis et complets. Il serait par exemple intéressant d'avoir des données sur le coût de la vie des étudiants ou le temps qu'ils consacrent à leurs déplacements (plus particulièrement pour ceux qui suivent des formations dispensées conjointement par plusieurs institutions). Hormis cela, on peut citer trois aspects principaux : Premièrement, les résultats donnés ne permettent pas de faire des comparaisons entre les cantons universitaires (par exemple sur les dépenses quotidiennes d'un étudiant ou mesurer la différence des aides cantonales/bourses en fonction du coût de la vie des villes universitaires). Deuxièmement, cette étude reste isolée. Or, c'est souvent dans le temps que l'on peut comparer et analyser l'évolution des problèmes sociaux. Il faudrait donc que ce genre d'enquêtes soit réalisée périodiquement, par exemple chaque année ou chaque deux ans, en reprenant à chaque fois les mêmes questions. Une fréquence élevée dans la réalisation de telles études serait nécessaire, car avec les mutations du système de formation qui risquent d'intervenir ces prochaines années, la situation sociale des étudiants pourrait évoluer rapidement. Troisièmement, des questions d'ordre qualitatif ne sont pas assez prises en compte.

Utilité de ce type d'études

Pour commencer, l'étude de Markus Diem sert de base de renseignements lors de discussions concrètes, comme par exemple entre la StudentInnenschaft der Universität Bern (SUB) et le rectorat de l'Université de Berne lorsqu'il s'agit de fixer la durée maximale des études et les conditions permettant d'y déroger. D'autre part, ce type d'étude doit servir de documentation afin d'alimenter le débat politique sur la question de la formation et plus particulièrement des hautes écoles. Ce besoin devient de plus en plus vital avec le temps. En effet, le système de formation voulu par la Confédération met les hautes écoles en concurrence notamment par le biais de subventions accordées proportionnellement au nombre d'étudiants. Mais le bon fonctionnement de ce système suppose que les étudiants choisissent l'établissement qu'ils considèrent comme le meilleur. Or, d'autres facteurs peuvent diriger le choix des étudiants. En particulier, si le système de bourses n'est pas suffisamment développé, beaucoup d'étudiants choisiront leur haute école en fonction de critères financiers.

Des études sur la situation sociale des étudiants donneront des renseignements sur les besoins en bourses du système de formation et même sur la réalisabilité des projets de transformation de celui-ci.

Rationalité

Les universités sont intéressées à connaître la situation sociale de leurs étudiants. Par exemple l'Université de Genève va prochainement publier les résultats d'une enquête faite sur le sujet. Ces enquêtes locales nécessitent des ressources qui seraient mieux utilisées si elles étaient mises en commun (notamment avec des ressources de l'OFS) pour réaliser des enquêtes nationales.

Concernant les questions à caractère local qui peuvent être intéressantes, le concept de questionnaires modulaires a toujours été envisagé dans le projet initial d'études sur la situation sociale des étudiants proposé par l'UNES il y a plusieurs années déjà. Ainsi, lors de l'envoi postal d'une enquête nationale, des questions locales et/ou "ponctuelles" (propres à une université et se rapportant à un sujet précis) pourraient également être annexées.

Si l'on tient compte d'un modèle de questionnaire ayant 2 parties: 1 partie fixe (nationale et se répétant au fil des ans) et au moins une 1 partie modulaire (thématique ou ponctuelle), une proportion de 4/5 (= 4 questions "nationales" et 1 question "cantonale" ou thématique) est tout à fait réalisable. Ainsi, non seulement une université peut profiter de l'échantillonnage et de l'envoi postal des questionnaires pour réaliser à moindre coût son enquête, mais même au niveau national des questions ponctuelles peut aussi être annexé dans cette partie modulaire (comme le thème de la mobilité par exemple).

Besoin d'information complète

L'OFS publie passablement de données par rapport au thème de la formation. Elles fournissent beaucoup d'informations précieuses par rapport aux activités de l'UNES (répartition des sexes parmi les bacheliers, les diplômés des hautes écoles, les différentes couches du personnel des hautes écoles ; taux d'étudiants étrangers dans les hautes écoles suisses ; financement des hautes écoles ; etc.).

Toutefois, pour permettre un débat public équilibré sur la question des hautes écoles, il est nécessaire de mettre à disposition des informations fiables sur tous les aspects de la politiques de formation, y compris la situation sociale des étudiants.

Conclusion

L'étude de Markus Diem regorge de données intéressantes sur la situation sociale des étudiants. Cependant, celles-ci pourraient être encore plus précises et certaines questions ne sont pas traitées. Des études nationales répétées sur ce thème sont bien plus rationnelles que les enquêtes ponctuelles et locales réalisées jusqu'ici. De plus, elles sont actuellement essentielles pour la tenue d'un débat démocratique éclairé sur la formation.

Certains pays limitrophes, tels que la France qui a mis sur pied un Observatoire de la Vie Etudiante au début des années 90, l'ont bien compris. L'UNES demande qu'en Suisse également des études complètes et périodiques sur la situation sociales des étudiants soient entreprises le plus rapidement possible.

adopté par le Comité de'UNES le 28-03-01